

Affaires courantes

LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

M. Dennis Mills (Broadview—Greenwood): Madame la Présidente, conformément à l'article 36 du Règlement, je suis heureux de présenter à la Chambre une pétition signée par des centaines de gens de ma circonscription et des environs de Toronto qui ont des parents et amis dans la région de l'Atlantique.

Les pétitionnaires demandent au gouvernement de s'empresser d'élaborer un programme précis pour résoudre les problèmes actuels du Canada atlantique afin que les gens de cette région puissent s'assurer un avenir prospère. Ils veulent aussi que la même chose se produise dans le reste du Canada.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

M. Joseph Volpe (Eglinton—Lawrence): Madame la Présidente, j'interviens, conformément à l'article 36 du Règlement, pour présenter une pétition. C'est la première occasion que nous avons depuis longtemps de le faire. Les pétitionnaires, qui sont nombreux et qui viennent de la région de Toronto, prient le gouvernement canadien d'intercéder en faveur de M. Yi-Shih Leo, qui est détenu par le gouvernement de Taiwan.

Ils exhortent le gouvernement canadien à prendre sans tarder des mesures efficaces pour obtenir la libération de M. Leo, notamment en diffusant des déclarations publiques donnant ordre à l'ambassade du Canada au Japon ou au haut-commissariat à Hong Kong de désigner à un avocat pour s'occuper de l'affaire et de demander l'aide de nos alliés.

LES PROGRAMMES DESTINÉS AUX FEMMES

L'hon. Roger C. Simmons (Burin—Saint-Georges): Madame la Présidente, je veux présenter moi aussi, conformément au Règlement, une pétition signée par 31 citoyens des localités de Port-aux-Basques, Rose-Blanche, Doyles et St. Andrew's.

Les pétitionnaires font remarquer que les compressions budgétaires dans les programmes destinés aux femmes risquent de compromettre la survie d'un programme très bien établi qui offre des services de secours aux femmes et aux enfants qui vivent des situations critiques et qui, souvent, sont victimes d'une telle violence que leur vie s'en trouve menacée.

Ils demandent à juste titre au Parlement de prendre les mesures qui s'imposent pour que les centres pour femmes de Port-aux-Basques, de Stephenville et d'autres localités de tout le pays aient les moyens de continuer à offrir des services et de l'aide aux femmes et aux enfants qui en ont tellement besoin.

* * *

QUESTIONS AU FEUILLETON

(Les questions auxquelles une réponse verbale est donnée sont marquées d'un astérisque.)

M. Albert Cooper (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes): Madame la Présidente, on répond aujourd'hui aux questions n^{os} 246, 256 et 266.

[Texte]

LA CONFÉRENCE TENUE À MONTEBELLO, AU QUÉBEC,
AU COURS DE LA SEMAINE DU 26 FÉVRIER 1990

Question n^o 246—**M. Boudria:**

Au cours de la semaine du 26 février 1990, des employés du ministère de l'Emploi et de l'Immigration ont-ils assisté à une conférence qui s'est tenue à Montebello (Québec) et, dans l'affirmative, a) combien étaient-ils, b) à combien se sont élevés les coûts, c) qui a assisté à la conférence, d) quel était l'objet de la réunion, e) qui a autorisé les dépenses, f) qui a choisi le lieu de la conférence, g) existait-il dans la région de la Capitale nationale des locaux appartenant au gouvernement où la réunion aurait pu avoir lieu?

L'hon. Barbara Jean McDougall (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Oui

a) 32

b) 10 870 \$

c) voir l'appendice 1

d) voir l'appendice 2

e) M. Yves Lachapelle, Directeur intérimaire, réseau Outaouais

f) M. Jacques Cécycy, Directeur, réseau Outaouais

g) non

Appendice 1

c) Jacques Cécycy

Directeur, réseau Outaouais

Yves Lachapelle

Chef, Programmes et services-réseau

Cécile Landry

Agent senior généraliste personnel-réseau

Pierre Simard

Conseiller technique, Opération emploi-réseau